

Les urgences malades à en crever

Le blues des blouses

blanches fait tache d'huile. Patrick Pelloux, le président de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France (Amuhf), a lancé hier « un mot d'ordre de grève illimitée dans toutes les urgences à partir de lundi ». Manque de lits, de personnel, explosion des horaires, afflux de malades... la grogne, lancée le 17 mars par les urgentistes bretons, devient générale.

« Nous en avons assez d'avoir à faire face aux dysfonctionnements de la ville et de l'hôpital », a déclaré hier Patrick Pelloux. En clair, l'urgentiste parisien reproche à ses collègues médecins libéraux de ne plus prendre de gardes de nuit ou de permanences de soins. Conséquence : les malades atterrissent aux urgences. En réponse, l'Amuhf réclame une « double négociation » urgentistes-libéraux sous la houlette du ministère de la Santé.

« Combat corporatiste », répliquent les généralistes, très énervés par leur confrère Pelloux. « Ce qu'il demande, c'est que des médecins qui ont travaillé dans leur cabi-



A l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart (92).

net toute la journée enquillent par des gardes de nuit. Désolé, mais on ne peut pas faire les trois-huit », explique Christian Lehmann, généraliste à Poissy (78). « Chaque jour, des milliers de libéraux assurent leurs permanences de soins, rappelle Dinorino Cabrera, président du Syndicat des médecins libéraux. Nous ne serons pas les boucs émissaires de la crise des urgences. »

Derrière cette crise pointe surtout le « risque vital » de plus en plus souvent engagé. « Des gens meurent par retard de prise en charge, reconnaît Christophe Prudhomme, urgentiste à Bobi-

gny. Récemment, une patiente à l'aorte abdominale fissurée est décédée en arrivant au bloc. Elle avait attendu quatre heures dans un couloir faute de place... »

Bastien Bonnefous

Le ministère de la Santé a demandé hier un constat global sur la situation des urgences « au plus tard pour fin avril ». En 2003, le ministère avait pourtant déjà établi un plan Urgences. En revanche, le décret sur la permanence des soins attend toujours de paraître.

« Quinze lits pour des pointes à quarante patients le week-end »

Avant même de franchir la porte d'entrée, le décor est planté. « Urgences saturées, médecins en détresse. » Des banderoles signalent que l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart (Hauts-de-Seine) est en grève. Les urgentistes de cet établissement n'ont pas attendu l'appel national lancé par l'Amuhf. Depuis le 15 mars, infirmiers et aides-soignants ont scotché « en grève » sur leur blouse. Ils protestent contre le sempiternel manque de lits, auquel doit s'ajouter une nouvelle suppression de 800 lits. Joint au téléphone hier, David

Treille, syndicaliste SUD-Santé, s'alarme de la situation : « On a quinze lits pour soigner en moyenne une vingtaine de personnes avec des pointes à quarante pendant les week-ends. » Les personnels non médicaux ont donc reconduit leur mouvement dès mardi.

Jacqueline, 71 ans, allongée sur un lit au beau milieu de l'accueil depuis trois heures, raconte : « Un interne m'a fait passer des analyses et depuis, je suis là, j'attends qu'un autre médecin puisse me recevoir. Je trouve que ça fait long. » Dans la salle d'attente, des articles traitant de la grève



dans l'hôpital sont épinglés au mur. Six personnes sont entassées au fond d'une autre salle. Elles sont allongées dans des lits les unes à côté des autres et attendent leurs

résultats. « Les urgences sont saturées, c'est normal, dans ces conditions, qu'il y ait de l'attente », remarque, lassée, une infirmière en grève. François, retraité, patiente depuis une heure et demie aux côtés de sa femme allongée dans un lit : « Nous, on attend qu'un malade soit déplacé dans un autre service pour que ma femme puisse prendre sa place. » En fin de journée, un syndicaliste reste optimiste : « On sait que les changements ne se feront pas du jour au lendemain, mais ça commence à bouger partout, surtout en Bretagne. »

Cécile Griselin